

La crainte de voir notre pays devenir le 50<sup>e</sup> État américain a connu un nouvel accès, favorisé peut-être par l'opinion selon laquelle notre collaboration militaire avec les États-Unis et au sein de l'O.T.A.N. n'aurait plus la même importance, maintenant que Moscou a adopté une attitude plus favorable. La mémoire de Staline est hêtrée par des gens qui s'inclinaient autrefois très bas devant l'homme d'État. Nous pourrions maintenant, paraît-il, nous accorder de la détente, voire le luxe des suspensions mutuelles. Croire de cette façon qu'on peut maintenant se relâcher sans danger, ce serait donner dans une périlleuse illusion qui en persistant pourrait amoindrir l'unité et la puissance des nations libres; c'est pourtant à cette puissance que nous devons pour beaucoup l'amélioration actuelle de la situation.

Si pour les communistes le culte de la personne est peut-être devenu une hérésie, celui de la domination persiste toujours. Le monde non communiste ne peut donc se permettre ni faiblesse, ni division, ni excès de confiance.

Il y a lieu de tirer de là des conclusions intéressantes les relations du Canada et des États-Unis en matière de défense ainsi qu'en d'autres domaines plus vastes.

Si l'on s'inquiète davantage depuis quelque temps de la participation américaine à certains dispositifs de défense en territoire canadien, c'est en partie parce qu'on croit plus imminent le péril de l'impérialisme communiste. Ainsi que M. Dulles le déclarait jeudi à New-York, « les alliés n'éprouvent pas le besoin d'oublier leurs divergences autant que lorsqu'ils étaient aux prises avec un danger commun évident et immédiat ». Pourtant, le danger ne s'est pas dissipé. S'il apparaît sous d'autres formes, il est toujours présent.

De même si s'est aussi accrue ou du moins exprimée plus haut dans certains milieux canadiens l'inquiétude que suscitent diverses questions économiques touchant les relations canado-américaines, notamment celles qui ont trait aux placements étrangers, il faut peut-être l'attribuer, si paradoxal que cela semble, aux abondantes preuves du progrès économique accompli par le Canada au cours des dernières années. Nous traversons une période de développement sans précédent; il appartient à notre peuple de tirer toute la part de crédit qui lui en revient. Rappelons-nous d'autre part qu'un tel progrès n'aurait pu se produire dans les mêmes délais sans une participation de l'extérieur, notamment celle du capital des États-Unis, de la Grande-Bretagne ou des autres pays.

On nous a rappelé dernièrement à Ottawa et ailleurs qu'une participation de cette nature ne va pas sans problèmes et qu'elle met en

danger l'autorité de l'État, ainsi que l'indépendance que nous chérissons à bon droit et entendons préserver.

Ces avertissements peuvent être utiles, puisqu'il s'agit de problèmes réels. Il est injustifiable d'affirmer à la légère ou avec préméditation que notre pays est à la veille de tomber sous la domination économique et politique des États-Unis, et de reprendre de vieux préjugés américanophobes. La guerre de 1812 n'est plus qu'un souvenir lointain et 50-40 évoque plutôt une partie de football qu'un parallèle faisant l'objet d'un conflit de frontière ou d'une péroraison de discours à la Chambre des communes. Nous traversons des temps trop critiques et nous avons à résoudre des problèmes trop concrets pour nous permettre des exagérations irréfléchies.

On a tout dernièrement invité le Canada à se proclamer économiquement indépendant des États-Unis. Je ne sais ce qu'il faut entendre par là. Sûrement pas que nos tarifs douaniers, nos budgets et nos lois sont établis outre-frontière et que nous ne sommes plus qu'un satellite ou qu'une dépendance de nos puissants voisins. Allez le demander à Washington.

Nous ne sommes certainement pas indépendants des États-Unis au sens où notre économie pourrait s'isoler de la leur, du moins sans conséquences désastreuses.

En fait, est-il un seul pays du monde libre capable ou désireux de réaliser ce genre d'indépendance économique à l'égard des États-Unis? Le Canada l'est moins que tout autre assurément, ainsi que l'attestent les chiffres de nos échanges commerciaux avec les États-Unis, lesquels suffisent à réfuter pareille proposition.

Du point de vue économique, les États-Unis de leur côté ne sont pas indépendants du Canada, et ils le seront de moins en moins à l'avenir, ce qui devrait rassurer nos prophètes de malheur qui nous prédisent pour bientôt la domination américaine. En fait, l'interdépendance économique des deux pays et, à la réalité, de la plupart des grands pays commerçants, est à la fois inévitable et avantageuse. Exemple de cette interdépendance malheureusement trop souvent oublié: calculés par habitant, les investissements canadiens aux États-Unis sont le double des investissements américains au Canada.

Je sais qu'on s'inquiète, à juste titre peut-être, de ce que notre économie soit trop étroitement liée à celle des États-Unis. A l'encontre du dicton populaire, nous mettons souvent tous nos œufs dans le même panier. Il convient cependant de nous rappeler que de tous les marchés étrangers, celui des États-Unis est le plus vaste. Je n'ose penser à ce